



Dans les Hautes-Alpes, en avril.

Page de droite, Florent Latil, un éleveur dont les bêtes ont été attaquées par des loups, dans sa ferme, à Bruis (Hautes-Alpes).



LES “FLICS VERTS” ABANDONNÉS EN RASE CAMPAGNE.

Leur mission consiste à protéger le vivant. Police de l'eau, des espaces naturels, de la faune sauvage, de la chasse... Les inspecteurs de l'Office français de la biodiversité, créé en 2020, incarnent l'engagement de l'État dans la défense de l'environnement. Mais, au sein du monde paysan, leur action suscite une animosité qui a déjà conduit à de la violence. Auprès du gouvernement, les syndicats agricoles font pression pour mettre hors d'état de nuire ces policiers sur fond de colère paysanne.

Texte Anne-Lise CARLO et Stéphanie MARTEAU
Photos Louis CANADAS



SUR LES HAUTEURS DE GAP ET DE SISTERON, on peut serpenter des kilomètres dans la montagne sans croiser âme qui vive. À Bruis, quatre-vingt-cinq habitants, l'inaccessible donjon du XII^e siècle domine les bâtisses de pierre du village historique. Au cœur du parc naturel régional des Baronnies provençales, dans les Hautes-Alpes, on vit comme dans une réserve, au milieu d'une nature indomptée qui réveille des angoisses du fond des âges. « *Le soir, quand les loups se mettent à hurler, j'ai les poils qui se hérissent* », raconte Florent Latil, 41 ans. L'éleveur (cent vingt brebis, trente vaches), piercing et polaire orange fluo, garde un œil sur ses fils d'une dizaine d'années qui viennent en quad chercher du bois pour le poêle, stocké sous un vaste hangar ouvert sur la montagne. « *Ici, cet hiver, l'un de mes ouvriers a vu un loup s'approcher* », raconte le père de famille. Quand la nuit tombe, les meutes passent parfois au fond du champ qui s'étale devant sa maison. Dans la nuit du 1^{er} octobre 2023, cinq loups ont attaqué les vaches qu'il laisse paître sur 80 hectares à flanc de montagne. « *J'ai été alerté vers 22 heures par une voisine et j'ai retrouvé une première vache morte, la patte arrachée, 200 mètres plus loin. L'un des veaux manquait, impossible de retrouver sa carcasse dans le noir* », relate-t-il, la voix étranglée. Le

lendemain matin, l'inspectrice de l'Office français de la biodiversité (OFB), « la police de l'environnement », chargée d'expertiser les plaies afin que les éleveurs soient indemnisés, est venue dresser le constat d'attaque – le 737^e depuis janvier 2023 dans les Hautes-Alpes. Florent Latil n'avait pas dormi de la nuit. Il était à bout, se sentait seul au monde, impuissant à protéger ses bêtes. « *Pas une fois elle ne m'a demandé si cela m'avait affecté* », glisse-t-il. D'autres attaques ont suivi chez Florent Latil, mais l'OFB s'est opposé à ce que des tirs de défense soient pratiqués par les lieutenants de louveterie, des agents bénévoles de l'État nommés par le préfet et chargés de réguler la faune sauvage et d'abattre des animaux causant des dégâts. L'office a considéré que l'éleveur, qui n'avait pas retiré les carcasses des vaches, « *appâtait* » les prédateurs pour mieux les éradiquer. Face aux agents, Florent Latil a explosé et alerté un collègue, membre de la Coordination rurale (le deuxième syndicat agricole après la FNSEA, qui se dit apolitique mais est souvent jugé proche de l'extrême droite). Le 18 octobre 2023, à l'appel de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) des Hautes-Alpes, dirigée par René Laurans, et de la Coordination rurale 05 (CR05), une centaine d'éleveurs a manifesté devant le siège local de l'office pour



ooo dénoncer le « militantisme » pro-loups de certains agents. Florent Latil, qui n'a jamais été syndiqué nulle part, était présent.

Depuis la crise agricole qui a éclaté en janvier et a vu se multiplier les manifestations et les barrages routiers en France, l'OFB est devenu la bête noire des syndicats de paysans. Né en 2020 de la fusion entre l'Office national de la chasse et de la faune sauvage et l'Agence française pour la biodiversité, l'organisme est censé incarner l'engagement de l'État dans la défense de l'environnement, « le combat du siècle », selon Emmanuel Macron. En préservant la restauration des écosystèmes terrestres et aquatiques ainsi qu'une gestion équilibrée et durable de l'eau, l'action de l'OFB permet ainsi d'enrayer le déclin de la biodiversité et l'extinction de masse de certaines espèces animales et végétales. Ses mille sept cents inspecteurs (sur trois mille agents), répartis dans tous les départements, sont présents sur tous les fronts : lutte contre le trafic d'espèces menacées, surveillance du niveau des cours d'eau et des espaces naturels, quand ils ne conseillent pas les pouvoirs publics sur les impacts environnementaux de certains projets industriels... Assermentés, ils disposent des mêmes pouvoirs que tout officier de police judiciaire (interpellations, perquisitions, auditions...), possèdent une arme et mènent leurs enquêtes sous l'autorité des procureurs.

Mais sur le terrain, principalement dans les zones où vivent des prédateurs protégés, comme dans les Hautes-Alpes ou les Alpes-de-Haute-Provence,

la police de l'environnement se heurte à l'hostilité croissante du monde rural. Selon Paul-Émilien Toucry, directeur départemental de l'OFB dans le Pas-de-Calais et secrétaire général adjoint du SNAP-FO, « la profession agricole, ces dernières années, a cristallisé sur l'OFB son refus d'être soumise à des normes environnementales contraignantes ». Les paysans reprochent aux agents du tout jeune OFB leur « acharnement », leur « militantisme », des « méthodes intimidantes »... Leurs représentants réclament la fin de la judiciarisation des infractions en matière environnementale et que l'office soit placé sous la tutelle des préfets, réputés plus soucieux des enjeux économiques qu'environnementaux. Dans son bureau d'une résidence sans âme de Vincennes, le directeur de l'OFB, Olivier Thibault, s'agace : « C'est déjà en partie le cas, les préfets ayant la main sur la politique des contrôles. » Symbole ultime, les syndicats d'agriculteurs demandent – en vain pour le moment – que les « bio cops » soient carrément désarmés. Le premier ministre lui-même, le pied sur une botte de paille, avait ironisé sur le sujet le 26 janvier, pour calmer la fronde agricole : « Est-ce qu'il faut vraiment venir armé quand on contrôle une haie ? » En entendant la « petite phrase » de Gabriel Attal ce jour-là, le sang de Sébastien Perrusson, responsable national des brigades mobiles d'intervention et de la technique d'intervention de police à l'OFB, n'a fait qu'un tour. « Nous sommes les membres des forces de l'ordre les plus confrontés à des personnes armées : d'abord

parce que les paysans sont presque tous également chasseurs. Ensuite, parce que nous arrêtons des braconniers», s'indigne le quinquagénaire dans son uniforme gris. De leur côté, les syndicats d'agriculteurs ont toutefois obtenu, en mai, que les agents portent une caméra embarquée et la création d'un corps de contrôle interne, sur le modèle de l'IGPN pour la police. Mais il faut croire que ces concessions n'ont pas suffi.

Dans la nuit du 26 au 27 mai, des agriculteurs ont cadenassé la porte des bureaux de l'OFB à Pavie, dans le Gers, avec un message clair : « Ça suffit ! Foutez-nous la paix ! » À leur tête, le président de la Coordination rurale du département (la CR32), l'éleveur Lionel Cadelon, très actif sur les réseaux sociaux et condamné en septembre 2023 pour avoir proféré des menaces de mort à l'encontre d'agents des services publics chargés des contrôles sanitaires dans les élevages. À la suite du cadenassage, les syndicalistes gersois ont annoncé d'autres actions à venir et l'office a une nouvelle fois déposé plainte. Dans l'indifférence générale. « Le silence des pouvoirs publics, pourtant prompts à dénoncer les menaces et dégradations quand elles sont le fait d'éco-activistes, est assourdissant... », observe le sénateur EELV d'Ille-et-Vilaine, Daniel Salmon, membre du groupe agriculture à la commission des affaires économiques du Sénat.

LES inspecteurs de l'OFB, qui se déplacent en voiture siglée, ne comptent plus les doigts d'honneur et autres « Gestapo ! » adressés depuis les tracteurs, quand ils sillonnent les routes de campagne. Selon eux, les tentatives d'intimidation sont, depuis la création de l'office, devenues presque banales. Un cran supplémentaire a été franchi le 31 mars 2023, lors de l'incendie des locaux de Brest, dans l'ancienne capitainerie du port breton. Juste en face partent les bateaux pour les îles de Molène et d'Ouessant. Ce jour-là, dans les dernières bourrasques de la tempête Mathis, un feu se déclare au petit matin sur le toit de l'OFB. La veille, plus de trois cents fusées de détresse ont été tirées sur le bâtiment lors d'une manifestation de pêcheurs en colère, « sans que la police n'intervienne », souligne Sylvain Michel, technicien de l'environnement à l'OFB et délégué CGT. Un an après le sinistre, sous un ciel lourd d'orage, il inspecte avec amertume les locaux calcinés, toujours bâchés, en attente d'hypothétiques travaux. Au pied de ce siège historique de l'agence des aires marines protégées (créée en 2006 puis intégrée à l'OFB), Sylvain Michel continue d'accuser le coup : « Sous nos yeux ce jour-là, c'est quand même un bâtiment public qui a été visé... » L'enquête judiciaire vient d'être classée sans suite faute d'avoir pu identifier les coupables.

La Bretagne, première région agricole de France, a été très active dans le mouvement de contestation paysanne de cet hiver. Dans le Finistère, le préfet Alain Espinasse a alors obtenu une suspension des contrôles administratifs de l'OFB dans les exploitations entre le 29 janvier et le 18 mars. « La situation était tellement tendue durant la crise agricole que cela a été le cas aussi en Côte-d'Or et dans l'Indre », confirme un cadre de l'OFB, qui souhaite rester anonyme. À Vincennes, le directeur Olivier Thibault, costume et lunettes cerclées, se montre conciliant : « On n'allait pas non plus jeter de l'huile sur le feu face à une profession qui est à bout... » Fin politique, sorti de Polytechnique et du génie rural, il a été nommé à la direction de l'établissement public en juin 2023. Celui qui a dirigé l'Office national de la chasse et de la faune sauvage entre 2017 et 2019 et participé à la préfiguration de l'OFB, en connaît les rouages par cœur. « Je crois que, paradoxalement, cette crise agricole nous renforce dans notre visibilité. Elle nous oblige à mieux expliquer quelle est notre mission publique de préservation de l'environnement et elle force aussi les préfets à l'assumer », avance-t-il dans un demi-sourire.

Reste qu'à ce jour les contrôles de l'OFB n'ont toujours pas repris partout, et surtout pas dans les régions les plus rétives (Hauts-de-France, Auvergne-Rhône-Alpes, Occitanie...). Dans une vaste exploitation à la sortie de Gap, Christel Gagliardo, 46 ans, éleveuse de brebis en bio, considère que la police de l'environnement est carrément devenue « une ennemie ». « J'ai un bac S et j'ai fait des études en aménagement du territoire, explique-t-elle. Or, ils nous prennent pour des culs-terreux, nous, les paysans. Ils prétendent nous éduquer comme si on était des "cassos" et nous menacent. » Cette

SYMBOLE ULTIME, LES SYNDICATS D'AGRICULTEURS DEMANDENT QUE LES "BIO COPS", COMME ILS LES SURNOMMENT, SOIENT DÉARMÉS. LE PREMIER MINISTRE GABRIEL ATTAL LUI-MÊME, LE PIED SUR UNE BOTTE DE PAILLE, AVAIT IRONISÉ SUR LE SUJET LE 26 JANVIER, POUR CALMER LA FRONDE AGRICOLE : "EST-CE QU'IL FAUT VRAIMENT VENIR ARMÉ QUAND ON CONTRÔLE UNE HAÏE ?"

Page de gauche, René Laurans (à gauche), responsable du syndicat agricole FDSEA dans les Hautes-Alpes, aux côtés d'autres agriculteurs, le 26 avril, à Ribiers.

Ci-dessous, Christel Gagliardo (à droite), éleveuse de brebis hostile à l'Office français de la biodiversité, avec sa fille, dans leur ferme, près de Gap, le 25 avril.



○○○ dynamique mère de quatre filles a fait bâtir avec son compagnon une maison en surplomb de son exploitation, où elle produit du fromage. Quelques kilomètres plus bas commence la Provence, où fleuriront bientôt les champs de lavande. « Si ce paysage est si beau, c'est parce qu'on empêche son ensauvagement », dit-elle en buvant une bière face aux cimes de 4 000 mètres, recouvertes de neiges éternelles. À la nuit tombée, dans son étable, tout en soignant ses bêtes, elle pleure en racontant cette soirée de mai 2023 passée à ramasser, en pick-up, les dépouilles de ses agnelles éparpillées dans la montagne et son envie de « mettre un coup de pelle » aux agents venus dresser un froid constat... Mais, en réalité, son combat contre l'OFB dépasse la simple question du loup. Quand le week-end, avec des amis, elle fait du moto-cross sur les chemins de montagne, elle récolte aussi des remontrances des agents. Idem lorsqu'elle entreprend d'assécher une zone humide pour faire passer son tracteur et que les inspecteurs la menacent d'une amende pour atteinte à la biodiversité. « Les usages de la nature changent et, dans cette ambiance, le monde extérieur nous juge, nous considère comme des nuisibles à l'environnement. Mais moi je suis chez moi. Je ne veux pas me faire imposer ma vie ! J'en arrive à une saturation vis-à-vis des services administratifs. » « Un jour, ça va mal finir », entend-on, en écho à son envie de « coup de pelle », dans les fermes des alentours. La tension monte. Pourtant, on est bien loin d'une supposée « écologie punitive » tant décriée dans les instances syndicales agricoles et désormais dénoncée par le RN, qui cherche à capter les tensions et les mécontentements générés par la transition écologique. « Les amendes encourues pour avoir asséché un cours d'eau ou pour la destruction illicite d'un bois, par exemple, ne sont presque jamais appliquées », constate le sociologue Léo Magnin, coauteur d'une récente enquête intitulée *Police environnementale sous contraintes* (Éditions de la rue d'Ulm). En 2023, sur les 21 635 inspections réalisées par l'OFB, seulement 2 759 concernaient des agriculteurs, soit 13 % des cas. À ce rythme, avec une moyenne de dix-sept agents par département, la direction de l'OFB estime qu'un agriculteur français risque d'être contrôlé

une fois tous les cent trente ans. Malgré ces chiffres, les responsables des syndicats agricoles continuent de plaider pour que les agents de l'OFB « ferment les yeux » ou arrêtent « de faire du zèle ». « En réalité, la marge de manœuvre d'un policier de l'environnement dépend grandement du contexte local, de la politique mise en place par le préfet et le procureur, et cela peut varier d'un département à l'autre », rappelle à Orléans un cadre de l'office qui requiert l'anonymat. Lors de leurs quatre semaines de formation en police judiciaire, les nouveaux agents ont tous appris les gestes d'enquête (pose de scellés, prélèvements, etc.), et à mener des auditions. Mais, pour faire aboutir des procédures toujours plus complexes, ils vont recevoir dès septembre le soutien de vingt nouveaux officiers judiciaires de l'environnement (OJE). « Il y a désormais des procureurs qui attendent beaucoup de nos OJE pour alimenter leurs enquêtes », se félicite Sébastien Perrusson, le patron de la formation police. « Grâce à leur travail en amont, le droit pénal de l'environnement monte en puissance », confirme Solenn Briand, substitue du procureur au tribunal judiciaire de Brest. Depuis deux ans, la cité maritime est dotée d'un pôle régional judiciaire spécialisé dans l'environnement. Dans son bureau, posé au pied du château fort qui domine la rade, Solenn Briand, la trentaine, fait partie du petit cercle – grandissant – des « robes vertes », surnom donné à ces nouveaux magistrats spécialisés que l'École nationale de la magistrature forme depuis 2022. Elle a obtenu ces dernières années de lourdes condamnations contre des éleveurs porcins de la région. Des procédures découlant de plusieurs constats effectués sur le terrain par l'OFB. Comme chez ce professionnel nord-finistérien à la tête d'une très grosse porcherie, condamné en 2023 à 220 000 euros d'amende dont la moitié avec sursis après la pollution de la Penzé, un fleuve côtier qui serpente près de Morlaix. Au printemps 2021, à la suite d'une brèche dans un talus de rétention, entre 100 000 et 300 000 litres de lisier avaient été déversés dans la rivière, provoquant une importante contamination. Plus de trois cents poissons sont morts et la vie aquatique a été détruite sur environ 2 kilomètres. L'éleveur a fait appel de sa condamnation, qualifiée d'« exemplaire » par Solenn Briand. De Quimper, Jean-Alain Divanac'h, président de la FDSEA du Finistère, rumine : « La façon dont on traite l'agriculteur victime d'une rupture accidentelle, celui-ci se retrouvant ainsi mis au ban de la société, me dérange. Si on voulait mettre à genoux financièrement un agriculteur, on ne s'y prendrait pas autrement. » La substitue brestoise rétorque : « Nous avons accès aux bilans comptables de l'auteur des faits, donc la condamnation est totalement proportionnelle à son chiffre d'affaires. »

Reste qu'un peu partout, les agriculteurs organisent la résistance. Chantal Palomar, qui dirige la FDSEA du Doubs, à Besançon, n'hésite pas à mettre les moyens : « Ici, comme en Ariège, nous avons des procureurs très « militants » sur l'environnement. Nos agriculteurs sont convoqués au tribunal et ils se retrouvent au milieu des délinquants, des dealers... Ils sont traumatisés. On a passé un partenariat avec une avocate qui les accompagne pour rétablir le rapport de force. »

DANS cette atmosphère de guerre ouverte, plusieurs chefs de division de l'OFB ont organisé, au printemps, des séminaires en forme de thérapies de groupe. Leur but : renforcer la cohésion des équipes pressurisées et malmenées tout en libérant la parole d'agents parfois minés par l'amertume et le découragement. Certains ont même le sentiment d'être « instrumentalisés » : 46 % des quatre-vingts agents interrogés au printemps 2023 par l'ONG Bloom, qui lutte pour la défense des océans et contre la pêche industrielle, ont ainsi confié que, pour eux, leur mission relevait surtout d'un « greenwashing gouvernemental ». Début avril, à la Ferme du Manet, à Montigny-le-Bretonneux, dans les Yvelines, lors de la convention managériale de l'OFB, un petit groupe est monté sur scène pour pousser la chansonnette « en famille » et rire de ce « sale hiver » passé au coude-à-coude avec « les fédés d'agriculteurs », « les chasseurs qui jouent les gros bras » ou « les préfets frieux »... Invités sur scène, le sociologue Léo Magnin et l'écrivain et





académicien Erik Orsenna ont ausculté ce grand corps « malade » qu'est devenu l'office. « Il y a d'emblée ici un problème de vocabulaire. L'office, dans le langage courant, ce n'est même pas la cuisine... Ce n'est pas valorisant pour évoquer la maison des "chevaliers du vivant" que vous êtes ! », lance l'écrivain, pour regonfler les ego. Également de la partie ce jour-là, le ministre de la transition écologique, Christophe Bèchu, confond « chardonnay » (le cépage) et « chardonneret » (l'oiseau) dans son introduction. De la scène, il enjoint les cadres présents à confier leur mal-être : « Lâchez-vous ! Je suis là pour tout entendre, cela restera entre nous... » La tentative du ministre tombe un peu à plat et les plaintes noyées parmi les questions d'ordre général resteront au final peu audibles.

Le mal est pourtant profond. Au-delà de la crise agricole, le tout jeune OFB est en réalité un gros paquebot fédérant en son sein des fonctionnaires aux cultures et aux profils si différents qu'il a du mal à faire corps. Au château du Bouchet, à Dry, dans le Loiret, Sébastien Perrusson arpente les 80 hectares dédiés à la formation et à la biodiversité – les pelouses autour du château ne sont plus tondues. La vieille bâtisse et ses dépendances accueillent les nouvelles recrues pour quatre semaines d'entraînement, à l'issue desquelles on leur remet leur arme. Au fil des mois, il voit changer les profils des « bleus » : « Avant, on avait des agents issus de familles rurales. Aujourd'hui, ils sortent de la fac et sont plus sensibles aux questions d'environnement. Ils

doivent faire preuve de neutralité étatique, ce qui n'est pas évident pour des agents qui veulent donner du sens à ce qu'ils font. » Alors qu'ils endossent l'uniforme pour la première fois, les nouveaux s'initient, sur un tatami, aux techniques de désarmement d'un forcené à mains nues, suivent des cours de tirs en stand, de « gestion du conflit » et se familiarisent avec les subtilités procédurales... « Ils réalisent, ici, qu'ils vont avoir une mission régalienne de contrôle », commente Sébastien Perrusson. En face d'eux, des paysans excédés, radicalisés pour certains, ne ratent pas l'occasion de pointer la méconnaissance du monde agricole des jeunes recrues, qu'ils jugent « idéalistes et hors sol ». Pionnier, l'OFB en région Centre-Val de Loire a aussi mis en place une formation de quatre jours avec le lycée agricole de Vendôme pour mieux faire connaître le milieu rural aux stagiaires. « Tous les agents du département y passent petit à petit, cela fait du bien aux jeunes de se frotter aux futurs et aux actuels agriculteurs dans ce contexte », juge Jean-Noël Rieffel, vétérinaire ornithologue à la tête de l'OFB de la région Centre-Val de Loire.

Prévue pour être diffusée à partir du 21 juin, une grande campagne de communication télévisée, préparée conjointement par le ministère de la transition écologique et l'OFB censée vanter l'action de l'établissement en faveur de la biodiversité était en préparation. Après la dissolution de l'Assemblée nationale décidée le 9 juin par Emmanuel Macron, elle a été repoussée à une date ultérieure. (M)